

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.856/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense, le 6 juillet 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant création du statut de reconnaissance nationale d'invalidé civil de la guerre 1940-1945", a donné le 2 août 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

La création d'un statut de reconnaissance nationale trouve, selon la section de législation du Conseil d'État ¹, un fondement légal suffisant et adéquat dans l'article 4 du décret des 3-22 août 1790 concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales. La référence à cette disposition, qui constitue le fondement juridique du projet, figurant à l'alinéa 1^{er} du préambule ne doit dès lors pas s'accompagner d'une référence à la loi du 15 mars 1954 visée à l'alinéa 2, qui ne lui procure aucun fondement supplémentaire : l'alinéa 2 sera, par conséquent, omis.

L'avis du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, qui a été consulté en application de l'article 29 de la loi du 8 août 1981 portant création de l'Institut des vétérans - l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre - ainsi que du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, a été donné lors de sa séance du 11 mai 2006. Cette date doit donc être mentionnée à la fin de l'alinéa 3 du préambule, devenu l'alinéa 2.

(1) Voir notamment l'observation 1 dans l'avis 19.302/1/V, donné le 9 août 1989, sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 avril 1990 relatif à la création du statut de reconnaissance nationale en faveur des hommes qui ont rejoint les centres de recrutement de l'armée belge 1940 (C.R.A.B.). Selon la fonctionnaire déléguée, le projet est "calqué" sur cet arrêté; tel est plus particulièrement le cas des articles 6 à 12 du projet, qui s'inspirent des articles 7 à 13 dudit arrêté.

Selon la fonctionnaire déléguée,

"En ce qui concerne l'avis de l'inspecteur des finances et du Ministre du Budget, ils ont été demandés «pro forma» mais étant donné que ce projet n'a aucune incidence budgétaire, ils ne sont, à mon avis, pas indispensables du moins pas pour commencer l'examen du projet. L'avis de l'inspecteur des finances aurait déjà été rendu (on le cherche au Cabinet de la Défense) et on attend encore celui du Ministre du Budget."

Comme le projet n'est pas de nature à influencer les recettes de l'État ou à entraîner des dépenses nouvelles à sa charge ², l'alinéa 4 du préambule du projet peut être omis.

L'alinéa 5, qui vise le présent avis, doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 40.856/2/V du Conseil d'État, donné le 2 août 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État."

Selon la fonctionnaire déléguée,

"En ce qui concerne l'avis de la délibération en Conseil des Ministres, il a été mentionné dans le texte car cet avant-projet a été calqué sur l'AR du 12 avril 1990 (M.B. 14/04/1990) créant le statut du CRAB. Je n'ai cependant pas trouvé de disposition légale imposant formellement cette obligation. Dès lors, si vous n'y voyez pas d'objection, et sur proposition du Cabinet de la Défense (M. Jaupart), il est suggéré de supprimer dans le projet les termes "et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil."

Cette obligation n'étant pas prévue par l'article 4 du décret des 3-22 août 1790, précité, la suppression de ces termes ne soulève aucune objection.

⁽²⁾ Voir l'article 11, alinéa 1^{er}, du projet.

Dispositif

Article 4

Le Conseil d'État ne voit pas la nécessité de prévoir au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, la date du 1^{er} janvier 2006, et à l'alinéa suivant, que

"Le statut est également accordé d'office aux invalides civils de la guerre 1940-1945 dont la pension a pris cours entre le 1^{er} janvier 2006 et la date de la publication du présent arrêté au Moniteur belge."

Le Conseil d'État se demande pour quel motif ce statut ne pourrait pas également être accordé d'office si une telle pension devait prendre cours ultérieurement.

Article 5

Le Conseil d'État suppose que cet article ne s'applique que dans les cas visés à l'article 4, § 3, puisque dans ceux qui font l'objet du paragraphe précédent, "le statut (...) est accordé d'office par le Service des Victimes de la Guerre". Si cette supposition correspond à l'intention de l'auteur du projet, sa rédaction doit être adaptée pour la faire apparaître clairement.

D'autre part, dans la deuxième phrase, les mots "les pouvoirs attribués par la présente loi sont délégués" doivent être remplacés par les mots "ce pouvoir peut être délégué".

La chambre était composée de

Messieurs	M. HANOTIAU,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
	F. DAOÛT,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.856/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 6 juli 2006 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling van het statuut van nationale erkentelijkheid van burgerlijk invalide van de oorlog 1940-1945", heeft op 2 augustus 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

Voor de instelling van een statuut van nationale erkentelijkheid maakt volgens de afdeling wetgeving van de Raad van State ¹ artikel 4 van het decreet van 3-22 augustus 1790 concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales een voldoende en gepaste rechtsgrond uit. De verwijzing in het eerste lid van de aanhef naar die bepaling, die de rechtgrond van het ontwerp vormt, moet derhalve niet gepaard gaan met een verwijzing naar de wet van 15 maart 1954, die genoemd wordt in het tweede lid, en die het ontwerp geen enkele aanvullende rechtsgrond verschaft : het tweede lid dient bijgevolg te worden geschrapt.

Het advies van de "Hoge Raad voor Oorlogsinvaliden, Oud-Strijders en Oorlogsslachtoffers", die geraadpleegd is met toepassing van artikel 29 van de wet van 8 augustus 1981 tot oprichting van het Instituut voor veteranen - het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers - en van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers, is gegeven tijdens zijn vergadering van 11 mei 2006. Deze datum dient dus vermeld te worden aan het einde van het derde lid van de aanhef, dat het tweede lid geworden is.

(1) Zie inzonderheid opmerking 1 in advies 19.302/1/V, gegeven op 9 augustus 1989, over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 12 april 1990 betreffende het instellen van het statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de mannen die zich bij de recruteringscentra van het Belgisch leger 1940 hebben gevoegd (RCBL). Volgens de gemachtigde ambtenaar is het ontwerp een kopie van dat besluit; dat is inzonderheid het geval wat betreft de artikelen 6 tot 12 van het ontwerp, die geredigeerd zijn naar het voorbeeld van de artikelen 7 tot 13 van het voornoemde besluit.

De gemachtigde ambtenaar stelt het volgende :

"En ce qui concerne l'avis de l'inspecteur des finances et du Ministre du Budget, ils ont été demandés «pro forma» mais étant donné que ce projet n'a aucune incidence budgétaire, ils ne sont, à mon avis, pas indispensables du moins pas pour commencer l'examen du projet. L'avis de l'inspecteur des finances aurait déjà été rendu (on le cherche au Cabinet de la Défense) et on attend encore celui du Ministre du Budget."

Aangezien het ontwerp niet van die aard is dat het een weerslag heeft op de inkomsten van de Staat of dat het aanleiding geeft tot nieuwe uitgaven voor de Staat ², kan het vierde lid van de aanhef van het ontwerp vervallen.

Het vijfde lid, waarin verwezen wordt naar dit advies, dient als volgt te worden gesteld :

"Gelet op advies 40.856/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 augustus 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

De gemachtigde van de ambtenaar stelt het volgende :

"En ce qui concerne l'avis de la délibération en Conseil des Ministres, il a été mentionné dans le texte car cet avant-projet a été calqué sur l'AR du 12 avril 1990 (M.B. 14/04/1990) créant le statut du CRAB. Je n'ai cependant pas trouvé de disposition légale imposant formellement cette obligation. Dès lors, si vous n'y voyez pas d'objection, et sur proposition du Cabinet de la Défense (M. Jaupart), il est suggéré de supprimer dans le projet les termes "et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil."

Aangezien door artikel 4 van het voornoemde decreet van 3-22 augustus 1790 niet voorzien wordt in deze verplichting, levert de schrapping van die bewoordingen geen enkel bezwaar op.

⁽²⁾ Zie artikel 11, eerste lid, van het ontwerp.

Dispositief

Artikel 4

De Raad van State ziet de noodzaak niet in om in paragraaf 2, eerste lid, de datum van 1 januari 2006 te vermelden en om in het volgende lid het volgende te bepalen:

"Het statuut wordt eveneens ambtshalve toegekend aan de burgerlijke invaliden van de oorlog 1940-1945 wiens (lees : wier) pensioen in werking is getreden tussen 1 januari 2006 en de datum van publicatie van dit besluit in het Belgisch Staatsblad."

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom dat statuut ook niet ambtshalve kan worden toegekend wanneer zulk een pensioen later in werking treedt.

Artikel 5

De Raad van State gaat ervan uit dat dit artikel enkel van toepassing is in de gevallen bedoeld in artikel 4, § 3, daar in de gevallen die aan de orde zijn in de voorgaande paragraaf "het statuut (...) ambtshalve toegekend (wordt) door de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers". Indien deze veronderstelling overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp, moet zijn bedoeling anders worden geformuleerd zodat ze duidelijker blijkt.

Voorts moeten in de tweede zin de woorden "worden de bij deze wet toegekende bevoegdheden" vervangen worden door de woorden "kan deze bevoegdheid worden".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. HANOTIAU,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
	F. DAOÛT,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, eerste voorzitter van de Raad van State.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU